

*Éditorial :*

**Les immigrants doivent avoir leur place  
dans le train de la reprise**

La récente récession a entraîné une baisse des flux migratoires, principalement ceux répondant à une demande de main-d'œuvre. Les flux n'ont pas cessé pour autant car les migrations familiales et à caractère humanitaire sont moins sensibles aux changements intervenus sur le marché du travail. Il existe aussi des besoins structurels en main-d'œuvre et il faut également tenir compte des tendances démographiques. La dégradation de la situation de l'emploi occulte pour l'instant le vieillissement des populations qui se profile et commence à se traduire dans plusieurs pays par une diminution de la population en âge de travailler.

La crise a aussi eu pour effet de pousser de nombreux immigrés hors du marché du travail, et ce de manière plus forte que pour les travailleurs nés dans le pays. Beaucoup de ces immigrés venaient d'arriver. Par le passé, le chemin du retour à l'emploi a toujours été long pour les immigrés. Avec les pertes d'emplois engendrées par la crise, il est probable que cette situation perdure. En outre, dans plusieurs pays de l'OCDE, même pendant les périodes plus fastes, l'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail n'a pas toujours été à la hauteur des attentes.

La situation actuelle des immigrés et plus particulièrement des jeunes est vraiment difficile. C'est parmi les jeunes immigrés que la baisse de l'emploi est la plus marquée, notamment dans les pays les plus touchés par la crise. Il est fort à craindre que cette situation entraînera des effets négatifs à long terme sur leur intégration.

Il est important de souligner que les immigrés ont apporté leur contribution à l'économie nationale en période de croissance et donc de ne pas les considérer comme un fardeau quand la situation économique se dégrade. Les immigrés qui sont au chômage doivent avoir les mêmes chances que les chômeurs autochtones d'accroître leurs qualifications et d'intégrer les rangs de ceux qui bénéficieront de la reprise de l'emploi. L'accès à l'emploi est la meilleure assurance contre l'exclusion sociale et la marginalisation des immigrés et de leurs enfants. Il contribue à leur intégration, à une plus grande cohésion sociale et à atténuer les inquiétudes de l'opinion publique envers l'immigration.

Sans aucun doute, une augmentation des migrations à des fins d'emploi s'avèrera indispensable à l'avenir dans de nombreux pays de l'OCDE avec la consolidation de la reprise et l'absorption des réserves de main-d'œuvre non utilisée. Plusieurs raisons méritent à cet égard d'être considérées.

Une part croissante des nouveaux emplois dans les pays de l'OCDE sont hautement qualifiés, mais il n'est pas toujours facile de les pourvoir. À l'avenir, le recrutement à l'étranger est une solution à laquelle auront recours plusieurs pays, comme ils l'ont fait avant la récession.

De nombreux emplois moins qualifiés ne sont pas suffisamment pourvus par les jeunes en âge de travailler. Souvent, ce sont les immigrés qui ont accepté ces emplois dans l'industrie alimentaire, les services de nettoyage, l'hôtellerie-restauration et la construction. Sans ces immigrés, les services dans ces domaines auraient été plus difficiles à obtenir et les prix plus élevés.

Les soins aux personnes représentent un secteur où les besoins en main-d'œuvre sont importants, non seulement pour accompagner les personnes âgées dépendantes mais également les enfants dont les mères souhaitent poursuivre leur carrière ou entrer dans la vie active. C'est sans doute l'immigration qui alimentera les besoins de main-d'œuvre dans ces secteurs.

Les systèmes publics de pension, de même que les soins de santé, sont largement financés par les personnes ayant un emploi. La baisse du taux de natalité qui a marqué les années 70 suggère qu'il n'y aura pas assez de travailleurs pour payer les pensions des personnes partant à la retraite et les augmentations des dépenses de santé afférentes. Après avoir tenté d'augmenter le taux d'emploi de la population résidente, un des moyens de limiter le recours à une augmentation des impôts et le déficit des finances publiques est de recourir à un plus grand nombre de travailleurs immigrés qui contribueront au régime de pensions et aux soins de santé sans en profiter dans l'immédiat.

Le taux d'emploi dans de nombreux pays de l'OCDE se situe à un niveau déjà élevé et, bien que la mobilisation des ressources en main-d'œuvre résidente soit le meilleur moyen de répondre aux perspectives de déclin de la population en âge de travailler, cette mobilisation pourrait s'avérer insuffisante. Les politiques visant à accroître les taux d'emploi seront de plus en plus difficiles à mettre en œuvre, ce qui rend fort probable un recours croissant à l'immigration de travail.

Dans quelles circonstances serait-il politiquement possible d'accroître le recours aux migrations de travail? Deux conditions importantes devraient être remplies. La première est que les immigrés déjà présents sur le territoire aient de bonnes performances sur le marché du travail. La seconde est que les migrations de travail correspondent aux besoins réels du marché.

Les bonnes performances des immigrés ne sont pas seulement souhaitables. C'est un impératif que les économies des pays de l'OCDE ne doivent pas ignorer. Les immigrés doivent être activement engagés sur le marché du travail et acquérir leur indépendance de la même manière que les personnes nées dans le pays et possédant les niveaux d'éducation et de qualifications comparables. Cela veut dire que les immigrés ne devront pas manquer le train de la reprise quand il repartira et que l'emploi augmentera. La situation démographique peut à cet égard y contribuer, car chaque année de plus en plus de personnes nées juste après la Seconde Guerre mondiale prendront leur retraite. Mais cela ne garantit pas que les immigrés ne soient pas laissés pour compte. Des politiques appropriées et renforcées sont nécessaires pour surmonter les obstacles que rencontrent les immigrés en matière de qualifications, d'accès au marché du travail et d'obtention d'emplois stables.

Une meilleure maîtrise de la langue du pays d'accueil doit être encouragée et financée. Les bonnes pratiques en matière de formation professionnelle en réponse aux besoins du marché du travail sont coûteuses mais elles s'avèrent judicieuses. Les contacts avec les employeurs et les informations sur certains types d'emplois peu familiers aux immigrés doivent être renforcés. Des formations ciblées sur les emplois disponibles doivent être organisées et adaptées aux immigrés comme aux personnes nées dans le pays. Dans un monde où le travail tend à se raréfier, les employeurs doivent savoir que les immigrés sont une ressource non négligeable. La discrimination, qu'elle soit basée sur des préjugés ou des informations tronquées, doit être combattue efficacement. Tout le monde a le droit à la reprise, les immigrés comme les personnes nées dans le pays.

Le recours à de nouveaux travailleurs immigrés, plus que jamais, doit répondre aux besoins du marché du travail. Priorité doit être accordée en cas de faible demande sur le marché du travail aux chômeurs qui résident déjà dans le pays et/ou aux personnes qui peuvent rapidement être formées pour occuper les emplois disponibles. C'est un impératif à respecter avant de recourir à de nouveaux travailleurs recrutés à l'étranger. Il n'est pas toujours facile de remplir cet objectif, mais un suivi précis et régulier des besoins du marché du travail peut faciliter la tâche. Il en va de même des mesures visant à diminuer le coût du recrutement d'un travailleur résident (par exemple à l'aide de subventions à l'emploi ou de programmes de formation professionnelle), de celles augmentant les coûts relatifs au recrutement à l'étranger et celles visant un contrôle plus efficace des frontières et des inspections sur les lieux de travail.

S'assurer que les immigrés déjà installés dans le pays et ceux qui viennent d'arriver avec des origines culturelles et sociales différentes ont un rôle productif suppose la mise en place de bonnes politiques pour de bonnes performances. Le rôle productif des immigrés doit être reconnu en tant que tel. La crise n'a pas facilité le succès des immigrés mais, face à un futur marqué par le vieillissement démographique, leur réussite est encore plus nécessaire que jamais.

John P. Martin



Directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales